

La profession face aux choix qui préfigurent l'huissier de justice de la 2e décennie du 21e siècle

En quelques semaines, à la faveur des conférences de présidents des zones Europe – Afrique – Amérique et du conseil permanent de Lisbonne, le bureau a rencontré la plupart des représentants des chambres nationales ou associations d'huissiers de justice.

Leurs interventions respectives ont démontré, malgré leurs diversités, combien les préoccupations de la profession étaient très voisines mais aussi très variées, quels que soient les pays intéressés.

Ainsi les propos ont-ils amplement dépassé le cadre corporatif pour gagner d'autres secteurs liés aux effets de la mondialisation. A titre d'exemple, on citera les discussions autour des conséquences de l'ouverture vers l'économie de marché de l'Inde et de la Chine (2.5 milliards d'habitants = 5 fois l'Europe) ou encore, par ricochet, l'influence d'une prochaine pénurie de pétrole ou de la lente asphyxie de la planète par les substances toxiques.

Mais, illustration d'une actualité vite frappée d'obsolescence : l'Irak dont les événements ne sont plus qu'une actualité de routine !

Néanmoins, et on le comprendra, l'essentiel des contributions a porté sur la situation de notre profession confrontée aux enjeux de la mondialisation.

Il n'est pas négligeable d'observer que partout, les traités, les textes communautaires qui postulent pour une meilleure organisation de l'espace planétaire de justice, effleurent la sensibilité des huissiers de justice (conseil de l'Europe, Union européenne, Conférence de La Haye, Ohada – Ali-Unidroit – CNUDCI).

Cela oblige l'UIHJ à une vigilance accrue, sur tous les fronts, pour veiller aux intérêts de la profession.

Une profession qui manifeste un incontestable attrait pour la constitution de réseaux entre les huissiers de justice.

L'affaire n'est pas nouvelle, et cela est si vrai qu'en 1964, à Nice, à l'occasion du seul congrès de l'UIHJ que la France n'ait jamais organisé, fût

votée la création de l'Union Internationale pour le recouvrement (UNIREC) à laquelle participèrent les 7 pays fondateurs.

Dès 1967 (1 an après le lancement effectif de l'opération), l'organisation avait reçu 65 dossiers. Il n'a jamais été possible de savoir ce qu'il advint de cette structure qui disparut après le congrès de Vienne (1969).

La constitution de réseaux est une source de curiosité pour les huissiers de justice de tous les continents. Beaucoup voient dans cette forme d'activité une manne salvatrice.

Pourtant, le secteur est déjà occupé. Mais les huissiers de justice jouissent, dans une telle opération, d'indéniables avantages.

Ils peuvent ainsi aménager un dispositif tentaculaire aux quatre coins du monde. Ils peuvent encore proposer un produit unique puisqu'ils sont les seuls à pouvoir allier le recouvrement amiable et le recouvrement judiciaire, en offrant de surcroît des garanties incomparables en terme de sécurité et de responsabilité.

La promotion de la mise en réseaux de la profession n'est pas une simple initiative corporative mais s'avère être une nécessité pour maîtriser une matière qui nous échappe peu ou prou.

Regardez les avocats, notamment dans le domaine des affaires (qui peut-être comparé chez les huissiers de justice à l'activité de recouvrement) : depuis longtemps de grands cabinets se sont créés et sont interconnectés sur le plan international.

Peut-être nous trompons nous, mais nous avons la conviction que l'huissier de justice qui se forge sur l'enclume de la mondialisation ne sera pas celui du 20e siècle, car la mutation ne s'opérera pas qu'en faveur du recouvrement.

D'autres formes d'activité faisant appel aux seuls concours de l'huissier de justice vont éclore. Excepté le recouvrement qui pourra toujours s'avérer massif, nous allons assister à un accroissement d'une multitude de matières : mandataire, conciliateur



– conseil – constat – ventes publiques – procédures d'exécution nouvelles...

Si les circonstances du moment commandent de hâter le mouvement d'ouverture vers le recouvrement, il serait audacieux de prétendre que tous les huissiers de justice du monde y trouveraient leur compte ! Car tous n'ont certes pas vocation à vivre de cette activité.

C'est pourquoi le triptyque « signification – exécution – recouvrement » n'est pas une fin en soi dans les ambitions économiques que nourrit l'UIHJ à l'égard de la profession.

D'ores et déjà l'Union, pariant sur l'avenir, a lancé le projet de franchir une nouvelle étape visant à densifier la panoplie des compétences des huissiers de justice.

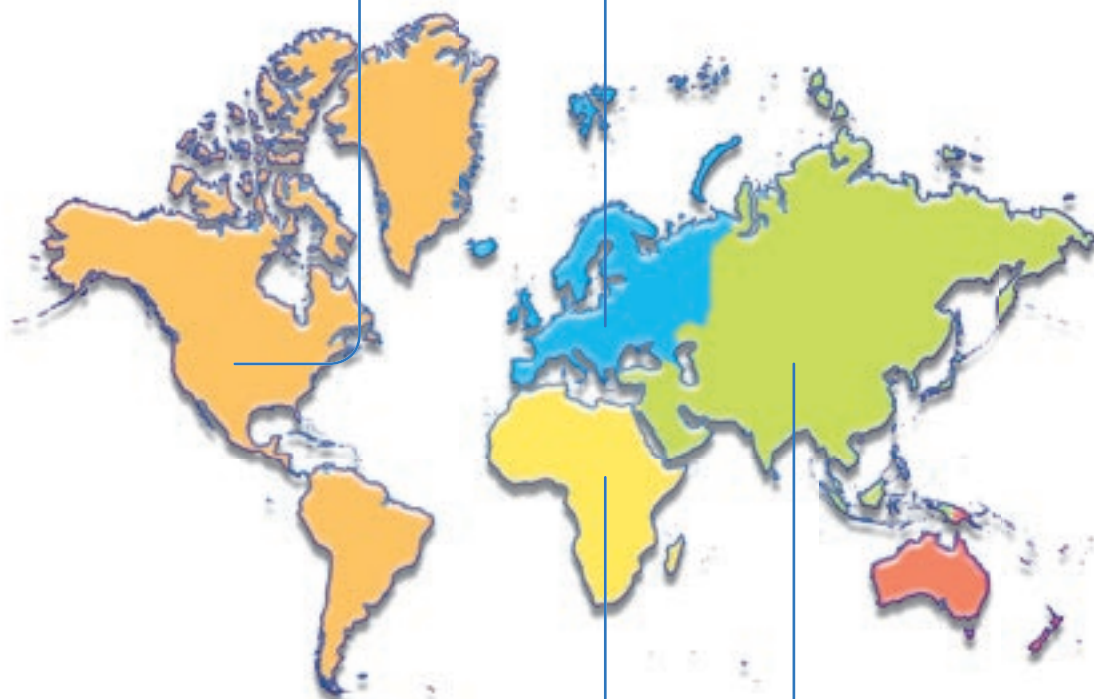
Le plan de cette opération sera présenté à Washington.

Les enjeux sont considérables : ils préfigurent la silhouette de l'huissier de justice de la 2e décennie du 21e siècle.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ

AMÉRIQUES

L'UIHJ reçue à la Cour suprême <i>Meeting at the Supreme Court</i>	65 66
Formation sur le constat au Québec <i>Training on statement of facts in Quebec</i>	67 68
Les Officiais de Justiça avaliadores renforcent leur présence à l'UIHJ <i>Oficiais de Justiça avaliadores strengthen their presence at UIHJ</i>	69 69



AFRIQUE

L'UIHJ à la rencontre des huissiers de justice algériens <i>The UIHJ meets Algerian judicial officers</i>	37 38	Les Sheriffs de l'Afrique australe en marche vers le progrès <i>Sheriffs of the Southern African regions walking towards progress</i>	46 48
Vers la réforme de la justice en Algérie <i>Towards the Justice reform in Algeria</i>	39 40	Le coup de maître des huissiers de justice du Cameroun <i>A master plan for Cameroon enforcement agents</i>	51 52
L'Algérie crée son école de formation <i>Algeria establishes a training school</i>	41 41	Colloque international de Cotonou des 5 et 6 mai 2005 <i>International seminar in Cotonou on 5 – 6 May 2005</i>	54 54
L'UIHJ intervient aux 2e rencontres du Notariat francophone, à Libreville <i>UIHJ at the 2nd seminar of the francophone notaries, in Libreville</i>	42 43	Conférence des présidents de la zone Ohada à Cotonou <i>Conference of the chairmen of the Ohada area</i>	55 56
Séminaire international Ufohja de Bamako (Mali) les 10 et 11 mars 2005 <i>International Ufohja seminar in Bamako (Mali) 10 and 11 March 2005</i>	43 45	Premiers contacts de l'UIHJ avec la Libye <i>First contacts from UIHJ with Libya</i>	57 58
		Colloque international de Tunis du 29 Avril 2005 <i>International Colloquium in Tunis – 29 April 2005</i>	59 62

La profession face aux choix qui préfigurent l'huissier de justice de la 2e décennie du 21e siècle	3
<i>The profession faced with the choices that will determine the judicial officer of the second decade of the 21st century</i>	6
Conseil permanent de l'UIHJ à Paris	7
<i>UIHJ Permanent Council in Paris</i>	8

EUROPE

Réunion des présidents Europe	8	L'UIHJ au congrès national des huissiers de justice français	22
<i>Meeting of the presidents of Europe</i>	10	<i>UIHJ at the National Congress of French Judicial officers</i>	24
Des nouvelles d'Autriche...	11	UIHJ – EUROMED	27
<i>News from Austria</i>	13	<i>UIHJ – EUROMED</i>	28
2e assises du recouvrement à Paris	15	L'UIHJ au cœur d'un projet TACIS	29
<i>Second conference on debt collection in Paris</i>	16	<i>UIHJ at the heart of a TACIS project</i>	30
Colloque de Sopot	17	Conseil permanent Europe – Amérique	31
<i>International seminar in Sopot</i>	18	<i>Permanent Council (Europe-America)</i>	33
Séminaire international de Vilnius	19	Spots sur ...	34
<i>International seminar in Vilnius</i>	20	<i>News from...</i>	35
Conférence de Thessalonique : un grand succès	21	Bientôt des huissiers de justice libéraux en Bulgarie	36
<i>Thessaloniki Conference: a success!</i>	21	<i>Soon Bulgaria to have liberal Judicial Officers</i>	36

ASIE

Aujourd'hui la Thaïlande, demain la Chine... ou la survie de l'huissier de justice libéral par l'Asie	70
<i>Today Thailand, tomorrow China, ...</i> <i>or the survival of the independent judicial officer in Asia</i>	70
Signature de la charte de coopération UIHJ - Thaïlande	71
<i>Signature of a Co-operation Charter between UIHJ and Thailand</i>	72
La Thaïlande au cœur de la coopération avec la France et l'UIHJ	73
<i>Thailand at the heart of cooperation with France and the UIHJ</i>	75
La Chine s'éveille...	77
<i>China is awakening...</i>	78

Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires
42 rue de Douai - 75009 Paris - France

Tél. : +33 (0)1 49 70 12 87 - Fax : +33 (0)1 49 70 15 87
<http://www.uilhj.com> - uilhj@huissier-justice.fr

UIHJ Magazine - Magazine semestriel d'information de
l'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

Directeur de la publication : Jacques Isnard

Rédacteur en chef : Roger Dujardin

Rédacteur en chef adjoint : Mathieu Chardon

Comité de rédaction : Jean-Paul Spinelli, Marc Schmitz, Jos Uitdehaag

Edition - Réalisation : SAILING communication & technologies,

8 avenue des Minimes, F-94300 Vincennes - <http://www.sailing-up.com>

Impression : Currenda sp. z o.o., Aleja Niepodleglosci 703A - 81-853 Sopot Pologne
Tél. +48 58 5503875 - <http://www.currenda.pl>

The profession faced with the choices that will determine the judicial officer of the second decade of the 21st century

In the space of a few weeks, through conferences with the chairmen of the Europe, Africa and America areas and the Permanent Council in Lisbon, the office has met with most of the representatives of national chambers or associations of judicial officers.

Their respective presentations have shown how much, despite the diversity among them, the concerns of the profession at the same time related, but also very varied, whichever the countries involved.

As a result, conversations went well beyond the institutional framework to encompass other sectors that are feeling the effects of globalisation. For example, there were discussions concerning India's and China's opening up to market economics, with 2.5 billion people, five times the population of Europe; or, stemming from that, the influence of an upcoming oil shortage or the slow asphyxiation of the planet by toxic substances.

But as an illustration of news going quickly out of date, events in Iraq are now just routine news.

Still, as is to be expected, most of the presentations concerned the situation of our profession as it confronts the effects of globalisation.

It is not insignificant to observe that treaties and European community texts, which all argue for a better organisation of international justice, spark the interest of judicial officers (Council of Europe, European Union, Hague Conference, Ohada, Ali-Union, Uncitral).

This will require that the UIHJ be more vigilant, on all fronts, in looking after the interests of our profession.

Ours is a profession that shows a definite attraction for the building of networks among judicial officers.

There is nothing new in that and it is so true that in Nice in 1964, at the only UIHJ conference that France did not organise, establishment of UNIREC (International Collections Union) was voted. The seven founding countries were participants.

In 1967, one year after the effective launch of the operation, the organisation had received 65 dockets. It has never been possible to know what happened to this structure, which disappeared after the Vienna conference in 1969.

Building networks is a source of curiosity for judicial officers from all continents. Many see in this type of action a saving grace.

Still, the space is already occupied. But judicial officers have undeniable advantages in such network building.

They can build up a multi-faceted structure reaching the four corners of the world. They can also offer a unique product because they are the only ones who can bring both debt collection on an amicable basis and court-ordered collection together, and they also offer unparalleled guarantees in terms of security and responsibility.

The encouragement of network-building by our profession is not just a simple organisational initiative but is actually a necessity to be able to dominate an activity that is more or less slipping away from us.

Look at lawyers, especially corporate lawyers, whose business can be compared to that of collections amongst judicial officers. The largest law firms have been established and interconnected internationally for a long time.

We might be mistaken but our conviction is that the judicial officer who is cast on the anvil of globalisation will not be the 20th century version because changes afoot will not be favourable to collections.

Other forms of business that require the unique role of the judicial officer will bloom. Beyond collections, which can always be a large business, we are going to see an increase in a multitude of issues: corporate officer, arbitrator, advisor, assessor, public sales, new enforcement procedures.

While current circumstances make it imperative to hasten the movement of opening up the collections business, it would be too much to say that all judi-



cial officers in the world will make that their main activity, since not all of them, surely, are destined to make their living doing that.

That is why the triple slogan "notification - enforcement - collection" is not an end in itself among the economic goals that UIHJ has for our profession.

The UIHJ already, with an eye to the future, has launched a project to take a new step to intensify the range of capabilities of judicial officers.

This operating plan will be presented in Washington.

The stakes are high: they will trace the profile of the judicial officer of the second decade of the 21st century.

Jacques Isnard, president of UIHJ